

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP****MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

F. 96 — 2697 ( 96 — 1865 )

[96/29406]

**15 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les échelles de traitement des grades du niveau 2+ et de certains grades du niveau 2. — Erratum**

Au *Moniteur belge* n° 168 du 31 août 1996, page 23 219, indice 27/2, à la 6e ligne, lire : « 9/2 x 24 933 », au lieu de : « 9/2 x 28 493 ».

**VERTALING****FRANSE GEMEENSCHAP****MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN**

N. 96 — 2697 ( 96 — 1865 )

**15 APRIL 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 2+ en van sommige graden van niveau 2. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 168 van 31 augustus 1996, bladzijde 23 226, indicie 27/2, 6e regel, leze men : « 9/2 x 24 933 », in plaats van : « 9/2 x 28 493 ».

**MINISTÈRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

[S — C — 96/29375]

F. 96 — 2698

**30 AOUT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié en dernier lieu par le décret du 18 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 16 janvier 1995;

Vu le protocole du 26 juillet 1996 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de Secteur IX;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence;

Considérant que la Directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988, relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans, a sorti ses effets le 5 janvier 1991;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 août 1996,

Arrête :

**Article 1er. A l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :**

"Sont également considérés comme diplômes, certificats et brevets requis, ceux prescrits par un autre Etat Membre des Communautés européennes pour l'accès à la fonction correspondante ou pour l'exercice de cette fonction sur son territoire et qui ont été obtenus dans un Etat Membre des Communautés européennes.

Par dérogation à l'alinéa 3, est assimilé à la possession d'un titre permettant l'accès à une fonction, le fait d'avoir exercé à temps plein la fonction correspondante pendant deux ans au moins au cours des dix années précédentes dans un autre Etat Membre des Communautés européennes qui ne réglemente pas l'accès à la fonction en cause pour autant que le candidat possède un ou plusieurs titres de formation répondant aux conditions visées à l'article 4bis."

**Art. 2.** Un article 4bis nouveau, libellé comme suit, est inséré à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :

"Article 4bis. Pour l'application de l'article 3, alinéa 4, le ou les titres de formation visés sont ceux :

— qui ont été délivrés par une autorité compétente dans un Etat Membre des Communautés européennes, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat,

— dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation d'un Etat Membre des Communautés européennes et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaire, et

— qui l'ont préparé à l'exercice de cette fonction."

**Art. 3.** Un article 4ter nouveau, libellé comme suit, est inséré à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :

"Article 4ter. Nonobstant les dispositions de l'article 4bis, le titulaire d'un (ou des) titre(s) définitif(s) à l'article 3, alinéas 3 et 4, est tenu, soit de prouver qu'il possède une expérience professionnelle, si la durée de la formation dont il peut se prévaloir est inférieure d'au moins un an à celle requise par la Communauté française, soit d'accomplir un stage d'adaptation, soit de se soumettre à une épreuve d'aptitude.

Si le titulaire doit prouver posséder une expérience professionnelle, la durée exigible de celle-ci:

1° ne peut dépasser le double de la période de formation manquante, lorsque la période manquante porte sur le cycle d'études post-secondaires et/ou sur un stage professionnel accompli sous l'autorité d'un maître de stage ou sanctionné par un examen;

2° ne peut dépasser la période de formation manquante, lorsque cette dernière porte sur une pratique professionnelle accomplie avec l'assistance d'un professionnel qualifié;

3° ne peut, en aucun cas, excéder quatre années;

4° prend toujours en considération l'expérience professionnelle visée à l'article 3, alinéa 4.

Si ledit titulaire ne peut attester avoir acquis l'expérience professionnelle précitée requise, il doit, à son choix, soit effectuer un stage d'adaptation de trois ans au maximum, soit se soumettre à une épreuve d'aptitude, dans les cas énumérés ci-après :

1° lorsque la formation qu'il a reçue, selon l'article 3, alinéas 3 et 4, porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le diplôme requis par la Communauté française;

2° lorsque, dans le cas prévu à l'article 3, alinéa 3, la fonction réglementée par la Communauté française comprend une ou plusieurs activités professionnelles qui n'existent pas dans la fonction réglementée par l'Etat Membre d'origine ou de provenance du demandeur et qui est caractérisée par une formation spécifique requise par la Communauté française et portant sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le diplôme dont le demandeur peut se prévaloir;

3° lorsque, dans le cas prévu à l'article 3, alinéa 4, la fonction réglementée par la Communauté française comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la fonction exercée par le candidat dans l'Etat Membre d'origine ou de provenance et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique requise par la Communauté française et portant sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le ou les titres dont le candidat peut se prévaloir."

**Art. 4.** Un article 4quater nouveau, libellé comme suit, est inséré à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 précité :

"Article 4quater. Pour l'application des articles 3, alinéas 3 et 4, 4bis et 4ter, il est créé au sein du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation une Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement chargée de :

1° examiner les candidatures des porteurs des titres visés à l'article 3, alinéas 3 et 4;

2° déterminer à quelle(s) fonction(s) ces titres donnent accès;

3° déterminer à quel(s) titre(s), tel(s) que déterminé(s) au chapitre II du présent arrêté, ils correspondent.

La composition de ladite commission et les modalités de son fonctionnement sont fixées par le Gouvernement."

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 5 janvier 1991.

**Art. 6.** La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 août 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales.

J.-P. GRAFE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2698

[S — C — 96/29375]

**30 AUGUSTUS 1996.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 18 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van 4 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van 16 januari 1995;

Gelet op het protocol van 26 juli 1996 houdende de conclusies van de onderhandelingen binnen Sectorcomité IX;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, lid 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hoger-onderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste 3 jaar worden afgesloten, uitwerking heeft gehad met ingang van 5 januari 1991;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 26 augustus 1996,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden tussen de leden 2 en 3 de volgende leden ingevoegd :

"Als vereiste diploma's, getuigschriften en brevetten worden eveneens beschouwd, deze die bepaald zijn door een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen voor de toegang tot het overeenstemmende ambt of voor de uitoefening van dat ambt op zijn grondgebied en die in een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen behaald werden.

In afwijking van lid 3, wordt gelijkgesteld met het bezitten van een bekwaamheidsbewijs voor de toegang tot een ambt, het feit dat het overeenstemmende ambt gedurende ten minste twee jaar tijdens de tien vorige jaren voltijds werd uitgeoefend in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen die de toegang tot dat ambt niet regelt, voor zover de kandidaat houder is van een of meer bekwaamheidsbewijzen inzake opleiding die aan de in artikel 4bis bedoelde voorwaarden voldoet."

**Art. 2.** In het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 wordt een nieuw artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

"**Artikel 4bis.** Voor de toepassing van artikel 3, lid 4, is het bedoelde bekwaamheidsbewijs of zijn de bedoelde bekwaamheidsbewijzen inzake opleiding deze :

— die werd(en) uitgereikt door een bevoegde overheid in een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, aangewezen overeenkomstig de wets-, verordenings- of administratieve bepalingen van die Staat,

— waaruit blijkt dat de houder ervan met vrucht een cyclus van postsecundaire studiën met een duur van ten minste drie jaar heeft gevolgd, of met een gelijkwaardige duur met deeltijdse prestaties, in een universiteit of een inrichting voor hoger onderwijs of in een andere inrichting van hetzelfde vormingsniveau van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, en, in voorkomend geval, dat hij met vrucht de vereiste beroepsopleiding heeft genoten naast de cyclus van postsecundaire studiën, en

— die hem heeft (hebben) voorbereid tot de uitoefening van dat ambt."

**Art. 3.** In het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 wordt een nieuw artikel 4l ingevoegd, luidend als volgt :

"**Artikel 4ter.** Onverminderd de bepalingen van artikel 4bis, is de houder van een of meer definitieve bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 3, leden 3 en 4, ertoe verplicht, ofwel te bewijzen dat hij een beroepservaring heeft, indien de duur van de vorming die hij geniet in verhouding tot ten minste één jaar korter is dan deze die door de Franse Gemeenschap vereist is, ofwel een aanpassingsstage te volgen, ofwel een bekwaamheidsexamen af te leggen.

Indien de houder moet bewijzen dat hij een beroepservaring heeft :

1° mag de vereiste duur ervan niet tweemaal langer zijn dan de ontbrekende opleidingsperiode, als de ontbrekende periode betrekking heeft op de cyclus van de postsecundaire studiën en/of op een beroepsstage die werd gevuld onder leiding van een stagemeester of die door een examen werd bekraftigd;

2° mag de vereiste duur ervan niet langer zijn dan de ontbrekende opleidingsperiode, wanneer deze betrekking heeft op een beroepspraktijk die onder de begeleiding van een geschoold vakman werd verricht;

3° mag de vereiste duur ervan geenszins langer dan vier jaar zijn;

4° wordt, voor de vereiste duur ervan, de beroepservaring bedoeld in artikel 3; lid 4, altijd meegerekend.

Indien de houder niet kan bewijzen dat hij voornoemde vereiste beroepservaring heeft opgedaan, moet hij, naar keuze, ofwel een aanpassingsstage van maximaal drie jaar volgen, ofwel een bekwaamheidsexamen afleggen, in de hierna vermelde gevallen :

1° wanneer de opleiding die hij volgens artikel 3, leden 3 en 4 heeft genoten, betrekking heeft op vakken die in hoofdzaak verschillend zijn van deze die opgenomen zijn in het diploma dat door de Franse Gemeenschap vereist is;

2° wanneer het door de Franse Gemeenschap geregelde ambt, in het geval bepaald in artikel 3, lid 3, een of meer beroepsactiviteiten omvat die niet bestaan in het ambt dat wordt geregeld door de oorspronkelijke Lid-Staat of de Lid-Staat van herkomst van de aanvrager en dat gekenmerkt wordt door een specifieke opleiding die door de Franse Gemeenschap vereist is en dat betrekking heeft op vakken die in hoofdzaak verschillend zijn van deze die opgenomen zijn in het diploma waarvan de aanvrager het bewijs kan leveren;

3° wanneer het door de Franse Gemeenschap geregelde ambt, in het geval bedoeld in artikel 3, lid 4, een of meer geregelde beroepsactiviteiten omvat die niet bestaan in het ambt dat wordt uitgeoefend door de kandidaat in de oorspronkelijke Lid-Staat of Lid-Staat van herkomst, en wanneer dat verschil gekenmerkt wordt door een specifieke opleiding die vereist wordt door de Franse Gemeenschap en die betrekking heeft op vakken die in hoofdzaak verschillend zijn van deze die opgenomen zijn in het bekwaamheidsbewijs of de bekwaamheidsbewijzen waarvan de kandidaat het bewijs kan leveren."

**Art. 4.** In het voornoemde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 wordt een nieuw artikel 4<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"**Artikel 4<sup>quater</sup>.** Voor de toepassing van de artikelen 3, leden 3 en 4, 4bis en 4ter, wordt binnen het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming een Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs opgericht, die ermee belast wordt :

1° de kandidaturen van de houders van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 3, leden 3 en 4 te onderzoeken;

2° te bepalen tot welk(e) ambt(en) die bekwaamheidsbewijzen toegang geven;

3° te bepalen met welk(e) bekwaamheidsbewijs(zen), bepaald in hoofdstuk II van dit besluit, zij overeenstemmen.

De samenstelling van die commissie en de nadere regels voor haar werking worden door de Regering vastgesteld."

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 5 januari 1991.

**Art. 6.** De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

F. 96 — 2699

[S — C — 96/29376]

**11 SEPTEMBRE 1996.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'Enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 30 décembre 1949, notamment les articles 9 et 10, modifiées par la loi du 31 juillet 1975, par les lois des 1er août 1985 et 1er août 1988 et par les décrets de la Communauté française des 16 avril 1991 et 5 septembre 1994;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23, modifié par le décret de la Communauté française du 16 avril 1991;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'Enseignement secondaire, notamment l'article 10, alinéa 1er, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 6 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 29 mars 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en date du 10 mai 1996;